



# S.K.F. : non à la fermeture

Les congés terminés, les Travailleurs de S.K.F. ont repris le travail avec un horaire réduit à 40 Heures par semaine.

Cette diminution des horaires a pour but de la part de la Direction d'essayer de justifier une demande de licenciement global qui n'a aucune justification.

## UNE DECISION DEFINITIVE LE 22 SEPTEMBRE

Le Conseil de surveillance, composé notamment d'un vice-Président du Conseil du Patronat Français, et d'un membre de la famille Peugeot, doit prendre une décision sur la fermeture le 22 septembre, mais la décision n'est-elle pas déjà prise depuis plusieurs mois déjà ?

En effet, dès le début mars, avant les élections municipales, le Syndicat C.G.T. avait dénoncé les risques de fermeture, sans être démenti.

## IL FAUT AGIR POUR EMPECHER LA FERMETURE

Comme nous l'avons déjà dit, l'usine de Lons est viable. Seul le profit supplémentaire dicte la conduite de la Direction Générale S.K.F.

Mais on peut empêcher la fermeture. Le Syndicat C.G.T. est bien décidé à mener l'action nécessaire. Les Travailleurs de S.K.F. ont reçu l'appui de la Municipalité qui a demandé une entrevue à la Direction Générale, et au Gouvernement de s'opposer à la fermeture.

Les démarches faites par la C.G.T. auprès du Préfet sont pour le moment restées sans réponse.

## LA RESPONSABILITE DE LA FERMETURE INCOMBERAIT

### A LA DIRECTION ET AU GOUVERNEMENT

La Direction S.K.F. ne peut pas justifier une telle décision. Bien au contraire. Tout plaide contre elle. Elle a bénéficié de cadeaux payés par les contribuables. S.K.F. a acheté 15 hectares pour 105 millions d'anciens francs, dont il faut déduire 50 millions de travaux gratuits ; reste 55 millions. Le terrain actuel vaut 450 à 500 millions d'A. S.K.F. n'a jamais payé de patente.

S.K.F. travaille beaucoup avec les entreprises nationales et l'ARMEE, ce qui veut dire qu'elle ne peut rien faire sans accord du Gouvernement.

La population lédonienne, qui a payé cher l'implantation de S.K.F., et les promesses faites à l'époque, ne doit pas accepter une fermeture qui touche 160 travailleurs et leurs familles (environ 500 personnes), et indirectement de nombreux établissements industriels et commerciaux.

La C.G.T., pour sa part, engage toutes ses organisations dans le combat contre la fermeture.

## S.K.F. DOIT VIVRE

## SOUTENEZ LA LUTTE DES TRAVAILLEURS